



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture

**Service de la coordination
des politiques publiques**

Bureau des procédures environnementales

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
Société OJIREL à Fontenoy-sur-Moselle**

n° 2021/1261

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L 171-6 et L. 171-8 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-0048 du 26 juillet 2019 modifié par l'arrêté 2019-2664 du 6 octobre 2020, autorisant la société OJIREL à construire et exploiter une plate-forme d'entreposage de produits combustibles sur la zone d'activité internationale (ZIA) de Gondreville-Fontenoy à Fontenoy-sur-Moselle ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/NW/1883_2021 en date du 1^{er} décembre 2021, faisant suite à la visite de contrôle des installations exploitées par la société OJIREL à Fontenoy-sur-Moselle le 17 novembre 2021, dont copie a été transmise par courrier recommandé avec accusé de réception à la société OJIREL, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant datées des 3, 4 et 16 février 2022 ;

Considérant que la société OJIREL exploite son entrepôt de Fontenoy-sur-Moselle sans respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2018-0048 du 26 juillet 2019 modifié par l'arrêté 2019-2664 du 6 octobre 2020 ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier ceux relatifs au risque incendie ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

.../...

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société OJIREL, dont le siège est situé 22 rue de Courcelles à PARIS (75008), est mise en demeure pour l'exploitation d'une plate-forme d'entrepôt de produits combustibles sur la zone d'activité internationale (ZIA) de Gondreville-Fontenoy à Fontenoy-sur-Moselle, de transmettre à l'autorité administrative :

- **1-1** : les éléments justifiant le respect de la hauteur maximale de stockage des matières dangereuses (Référence réglementaire : arrêté préfectoral complémentaire du 06/10/2020 - article 8.2.7) ;
- **1-2** : l'attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral 20180048 du 26 juillet 2019 modifié (Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2019 – article 1.3.1) ;
- **1-3** : les éléments justifiant l'organisation d'un exercice de défense contre l'incendie (Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2019 - article 8.2.9) ;
- **1-4** : les éléments justifiant la réalisation de mesure du niveau de bruit (Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2019 - article 9.2.3.1) ;

dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux obligations rappelées par cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 - 54036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur de la société OJIREL

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

NANCY, le 25 FEV. 2022
Le Préfet

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF